

Montée des conflits environnementaux : de l'idée de démocratie environnementale à des outils d'acceptabilité sociale

Léa Sébastien

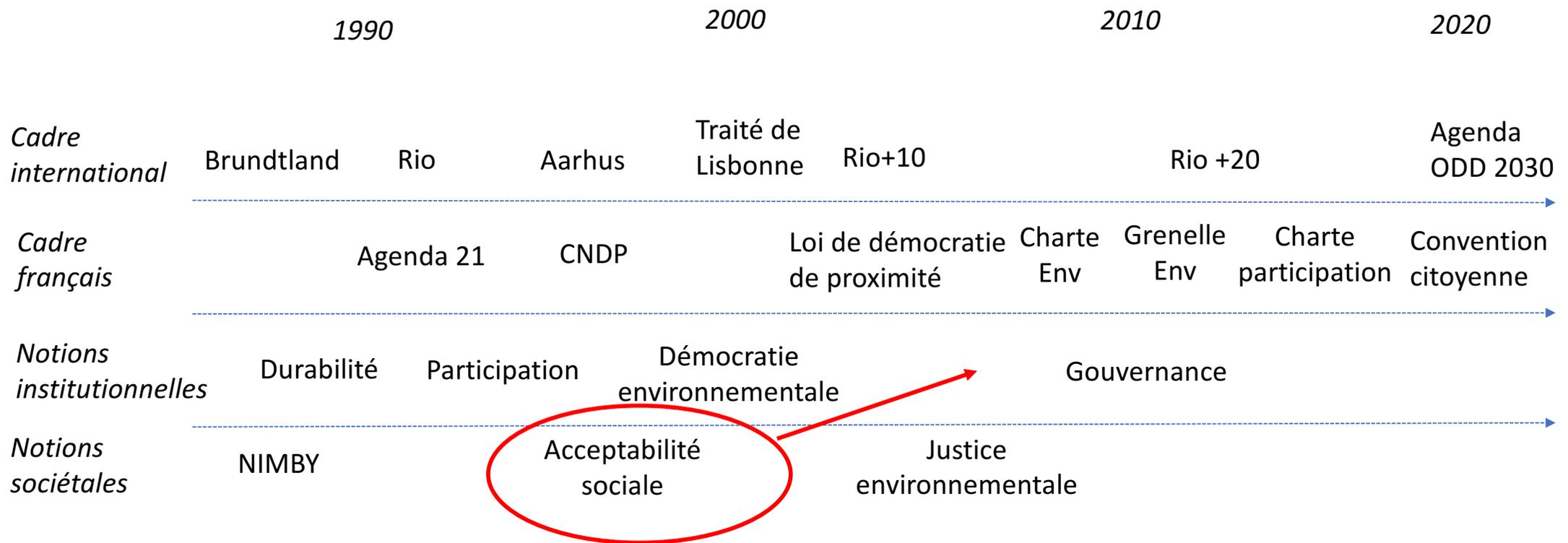
Enseignante-Chercheure à
l'Université Toulouse II,
Géographie, Laboratoire
CNRS GEODE

[lea.sebastien@univ-
tlse2.fr](mailto:lea.sebastien@univ-tlse2.fr)



L'essor de la démocratie environnementale institutionnelle

Agenda politique de la participation citoyenne et notions associées:



L'acceptabilité sociale: qqes définitions:

Acceptabilité :« l'ensemble des conditions qui rendent quelque chose acceptable » (dictionnaire ATILF)

« L'acceptation anticipée d'un risque à court et à long terme qui accompagne, soit un projet, soit une situation » (Beck, 2001)

« L'acceptabilité sociale peut être définie comme l'assentiment d'une population donnée vis-à-vis d'infrastructures, de dispositifs, ou de pratiques pouvant avoir un impact sur ses usages ou ses valeurs. » (Beaudoin, 2006)

« Le résultat d'un processus par lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions minimales à mettre en place, pour qu'un projet, programme ou politique s'intègre de façon harmonieuse, et à un moment donné, dans son milieu naturel et humain » (Caron-Malenfant et Conraud, 2009)

« Processus d'évaluation politique d'un projet mettant en interaction une pluralité d'acteurs impliqués à diverses échelles et à partir duquel se construisent progressivement des arrangements et des règles institutionnels reconnus légitimes car cohérents avec la vision du territoire et le modèle de développement privilégiés par les acteurs concernés » (Fortin, Fournis et Beaudry, 2013)

Etc.

Acceptabilité sociale:

← tantôt centrée sur le porteur de projet, tantôt sur le public visé,
avec comme entrée :
un enjeu,
une condition,
un critère,
un outil,
un processus,
un résultat (Batellier, 2016)

→ communauté, membres de la communauté, population
concernée, acteurs pertinents, groupe de citoyens
politiquement significatif, parties prenantes, riverains, groupe
de citoyens opposés au projet, associations et collectifs
concernés, l'opinion publique

Etc.

Et en même temps... l'explosion des conflits environnementaux et d'aménagement:

- 30 glorieuses, « l'âge d'or des aménageurs »
- 1970–1980 : premières grande luttes emblématiques nationales
- 1980–1995 : conflits plus régionaux → Commission Nationale du Débat Public (1995)
- 2000... : multiplication des luttes au niveau locale avec enjeux écologiques
- 2007/8: Premier Camp action climat, « Reclaim the street » + crise financière
- 2009: Première ZAD, Notre Dame des Landes
- 2010: Premier forum G.P.I.I. → charte d'hendaye (2011) ; charte de tunis (2013)

↓
Grands: couts et impacts

Projets: projet ou aménagement existant (extension, etc)

Inutiles : redéfinition de l'intérêt général

Imposés : véritable concertation locale.

- 2021: Création des Soulevements de la Terre

Géographie de la contestation

Carte internationale des conflits d'aménagement
(Université de Barcelone):

EJAtlas - Global Atlas of Environmental Justice

3853 cases have been reported so far

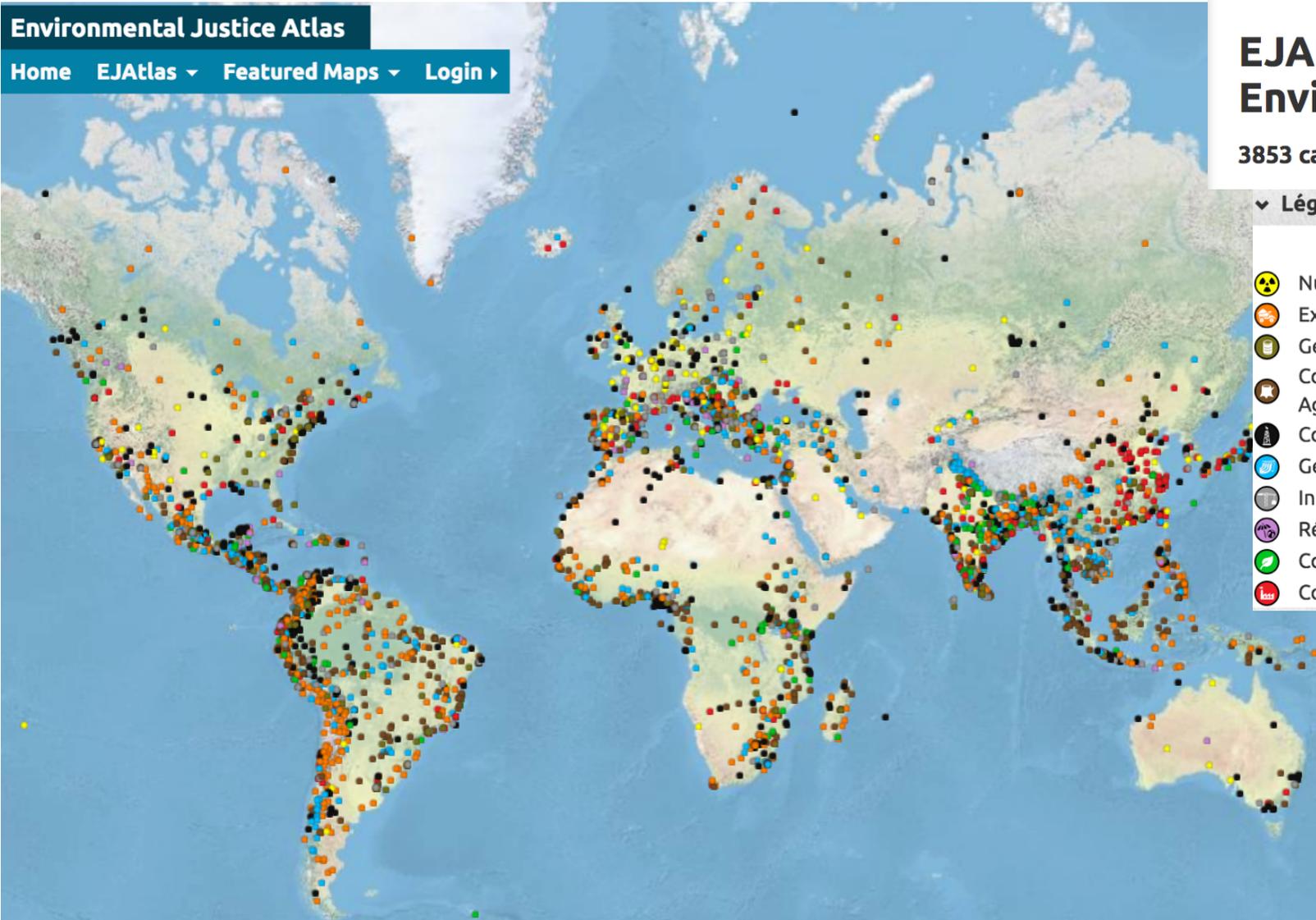
▼ Légende

Catégorie

- ☢ Nucléaire
- 🏠 Extraction de Minerais et Matériaux d'Extraction
- ♻️ Gestion des Déchets
- 🌳 Conflits relatifs à la Terre et à la Biomasse (Forêts, Agriculture, Zones de Pêche, Gestion du Bétail)
- ⚡ Combustibles Fossiles et Justice Climatique/Energie
- 💧 Gestion de l'Eau
- 🏗️ Infrastructure et Environnement Bâti
- 🏖️ Récréation Touristique
- 🌿 Conflits relatifs à la Conservation de la biodiversité
- 🚚 Conflits Industriels et relatifs aux Services

Léa Sébastien

Léa Sébastien



Carte de Reporterre

Environ 600 conflits à l'échelle nationale

	Bétonnage
	Transport
	Énergie
	Industrie
	Agriculture
	Déchets
	Commerce
	Lutte gagnée



Léa Sébastien

Type d'activité :

- | | | |
|---|--|--|
|  Agriculture |  Equipements divers |  Télécommunications |
|  Déchets |  Extraction |  Tourisme/Loisirs |
|  Eau |  Immobilier |  Transports |
|  Energie |  Industrie |  Zone commerciale |

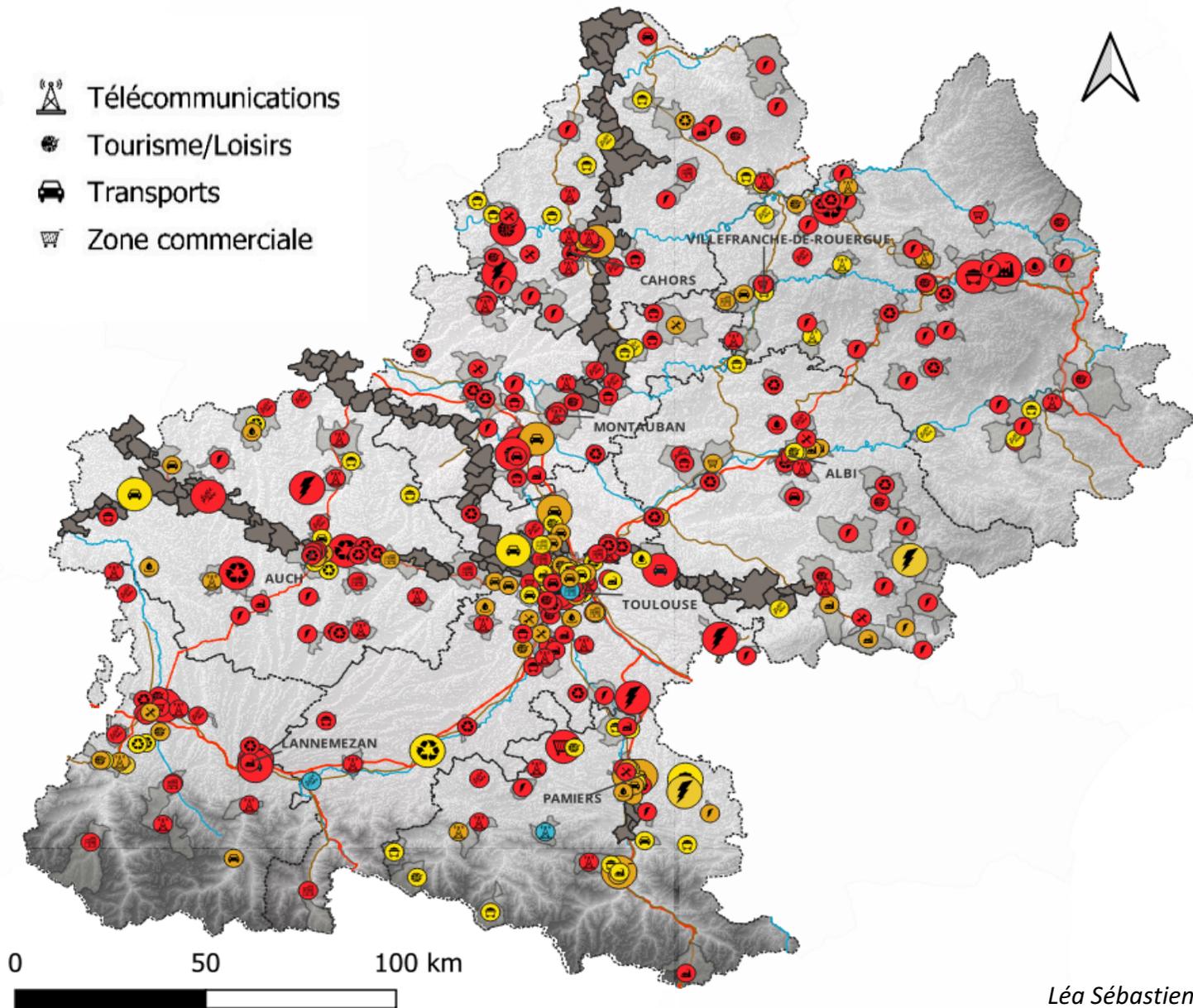
Taille du projet :

-  Petit projet
-  Grand projet

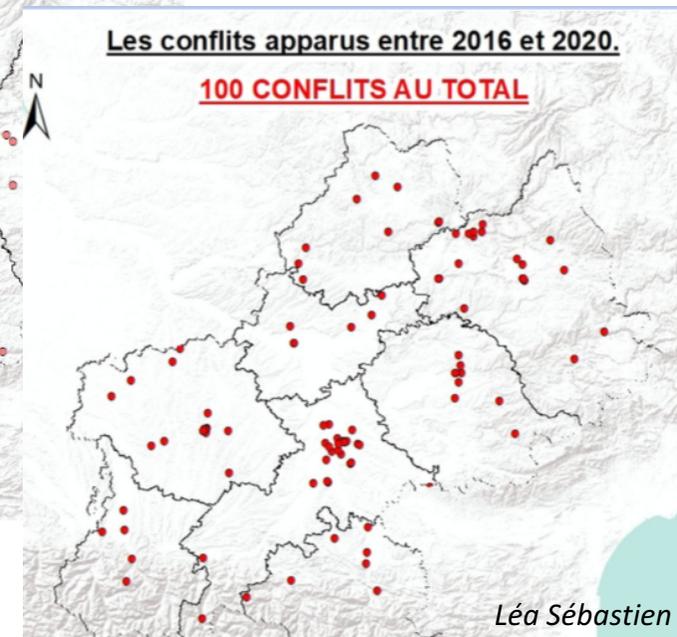
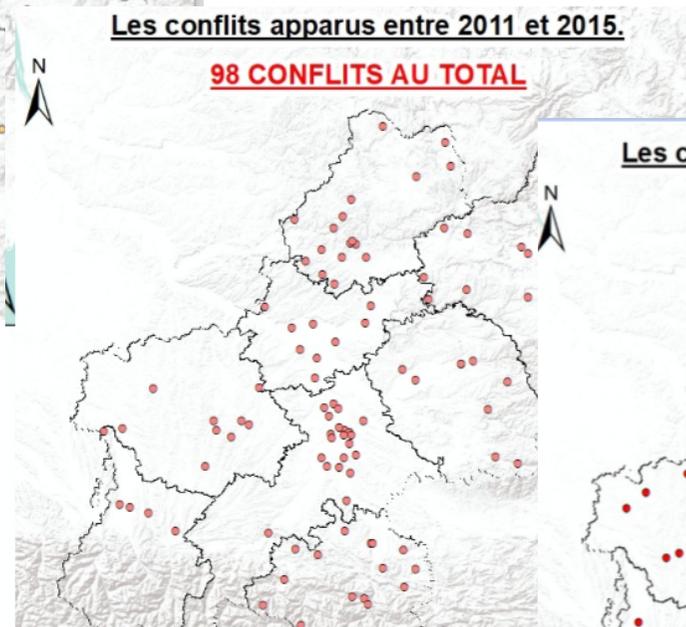
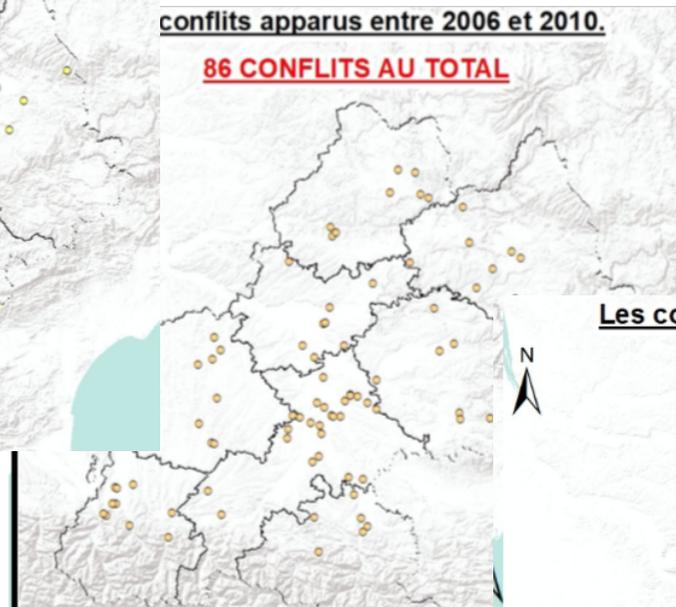
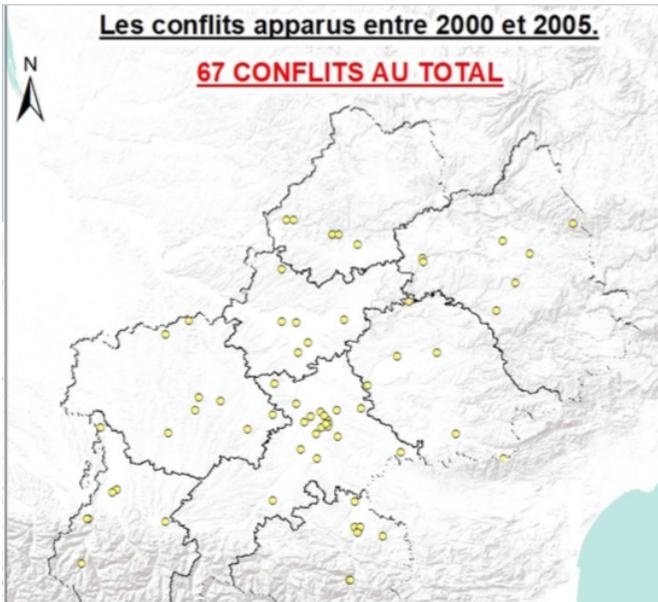
Catégorie du conflit :

-  Contre
-  Partiellement con
-  Contre la gouvern
-  Hors classe

Recensement de 371 conflits
d'aménagement en ex-MP
entre 2000 et 2020

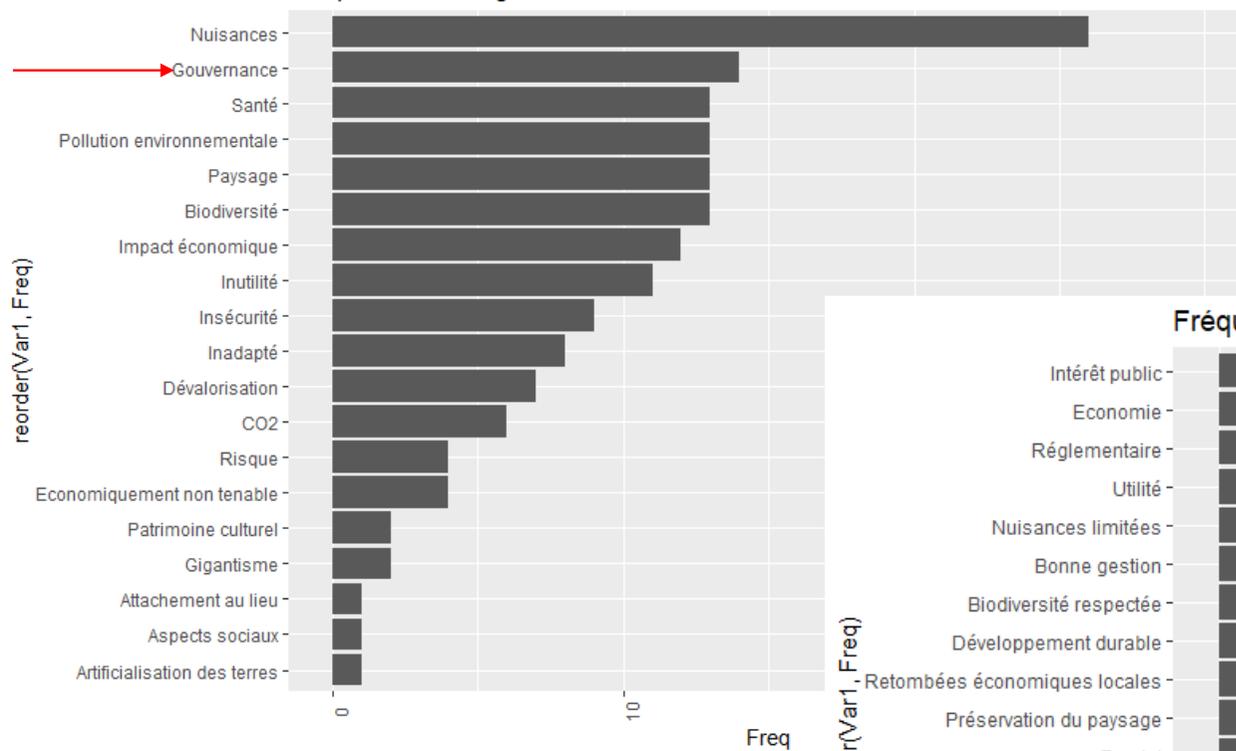


Des conflits de plus en plus nombreux:
pourquoi?



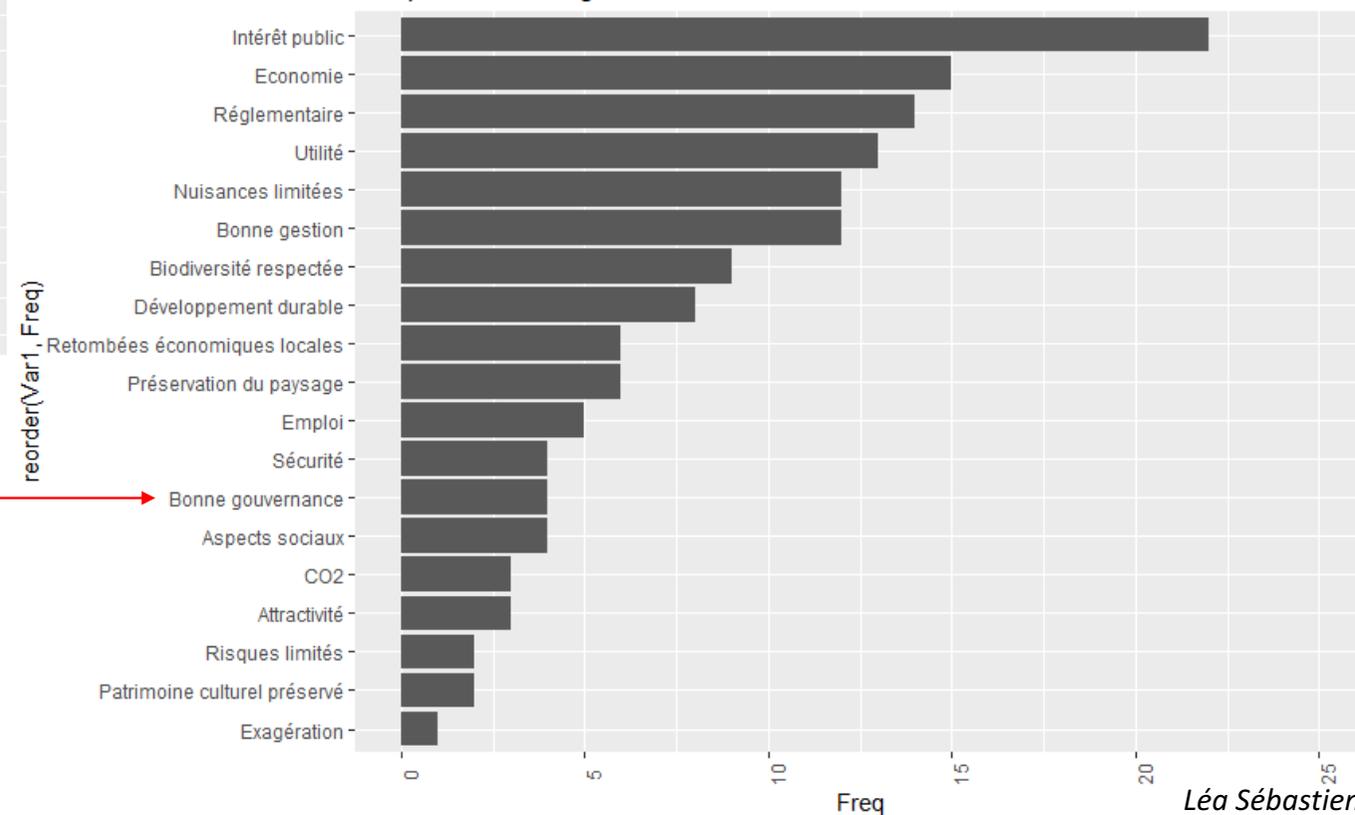
- Incohérence entre discours politique écologique et projets locaux de destruction environnementale
- Plusieurs visions de l'intérêt général qui s'affrontent
- Echec de gouvernance environnementale

Fréquence des arguments CONTRE de toutes les colonnes Ariège



Le manque de participation comme levier d'engagement

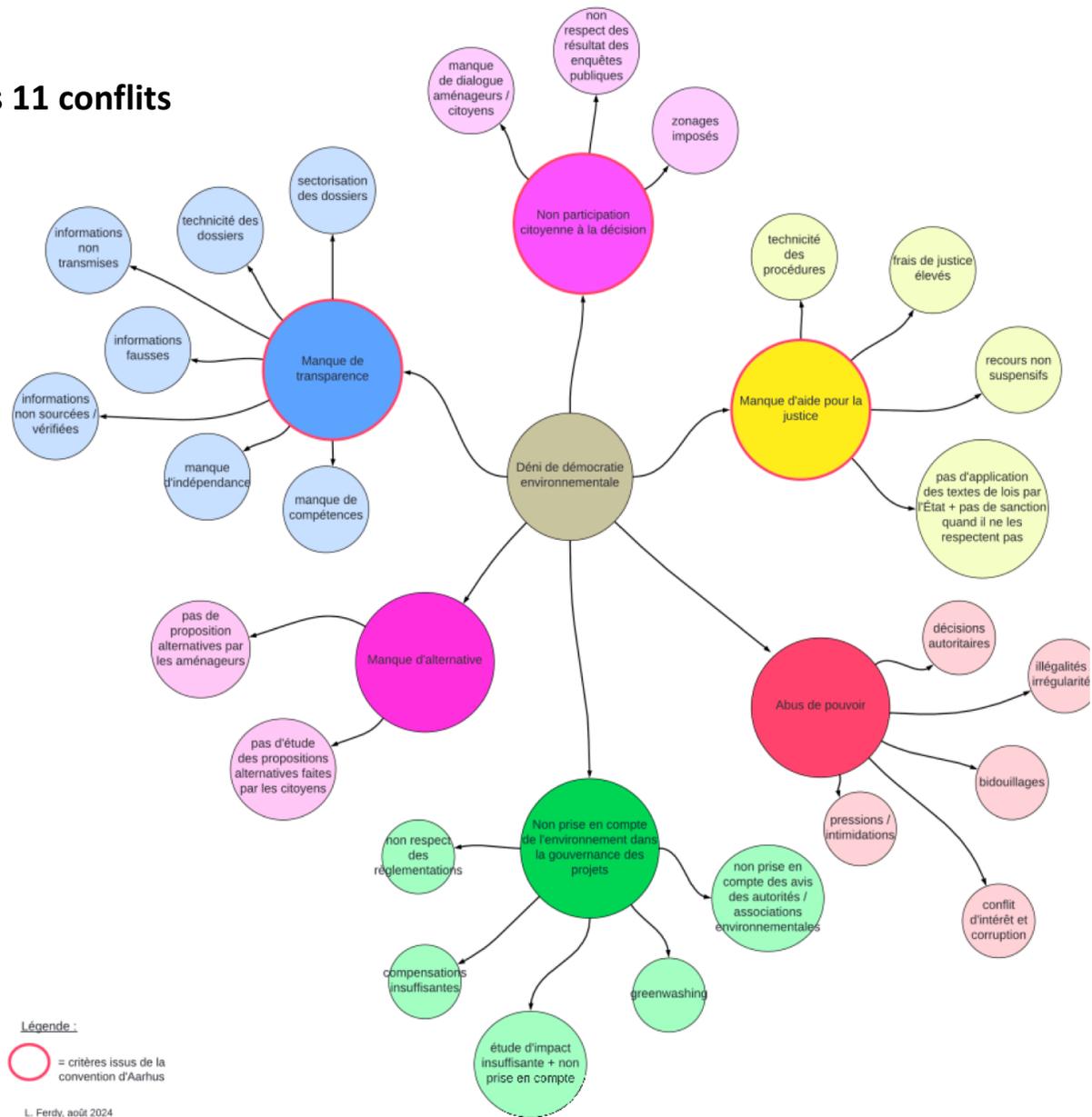
Fréquence des arguments POUR de toutes les colonnes Ariège



Sentiment de déni de démocratie

Etude qualitative sur le sentiment de déni démocratique des citoyens impliqués dans 11 conflits d'aménagement (région Toulousaine)

Typologie du déni démocratique:



De la démocratie ... aux outils de gouvernance/ d'acceptabilité sociale

1- pas d'espace de réel dialogue / négociation + manque de transparence = violence symbolique

→ autres moyens pour occuper l'espace public

2- Notions non discutées et discutables:

- Intérêt général- *PIG* : visions opposées de l'intérêt général avec plusieurs lignes de fractures

- Utilité publique - *DUP*: culture de l'utilité publique qui ne questionne pas les besoins des territoires

3- Force de l'espace / lieu menacé dans la constitution d'un rapport antagoniste entre des projets différents

→ élément rassembleur constitutif du politique → vecteur de repolitisation

4- Problème de légitimité de ces procédures face à des décisions d'une importance majeure

→ Inadéquation de nos institutions pour appréhender la crise environnementale

Les failles de l'acceptabilité sociale (1):

→ acceptabilité pour contrer, réduire, éviter, étouffer les oppositions (proche du NIMBY)

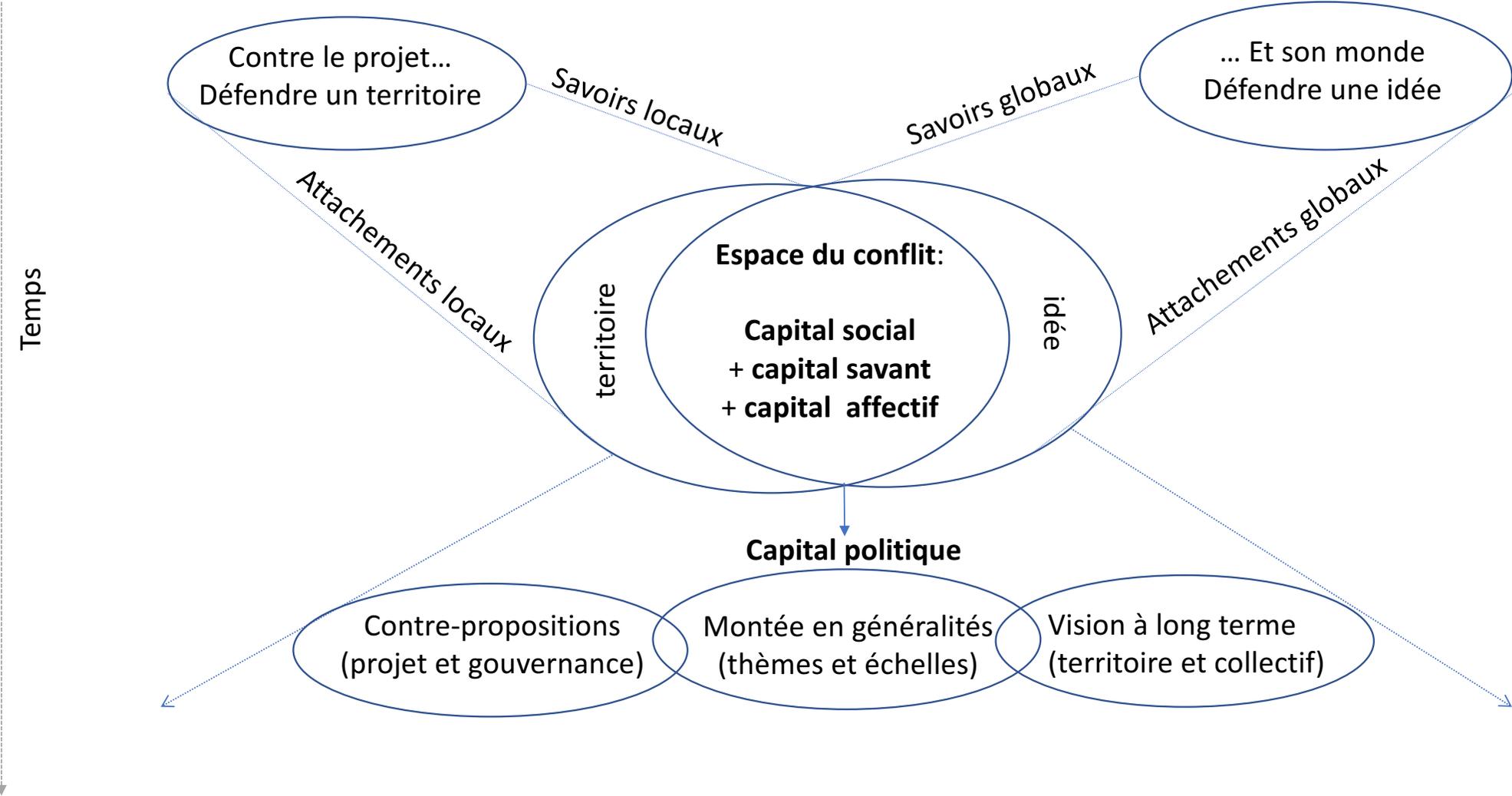
→ conflit nié

→ « *The reason for understanding opposition is to overcome it* »

... inapte à repenser les enjeux de pouvoir et dépolitise les questions environnementales

Proposition: Tenir compte de la vitalité démocratique citoyenne : la résistance éclairée

Le cadre de la Résistance éclairée:



Les failles de l'acceptabilité sociale (2):

Acceptabilité basée sur rationalité et objectivité

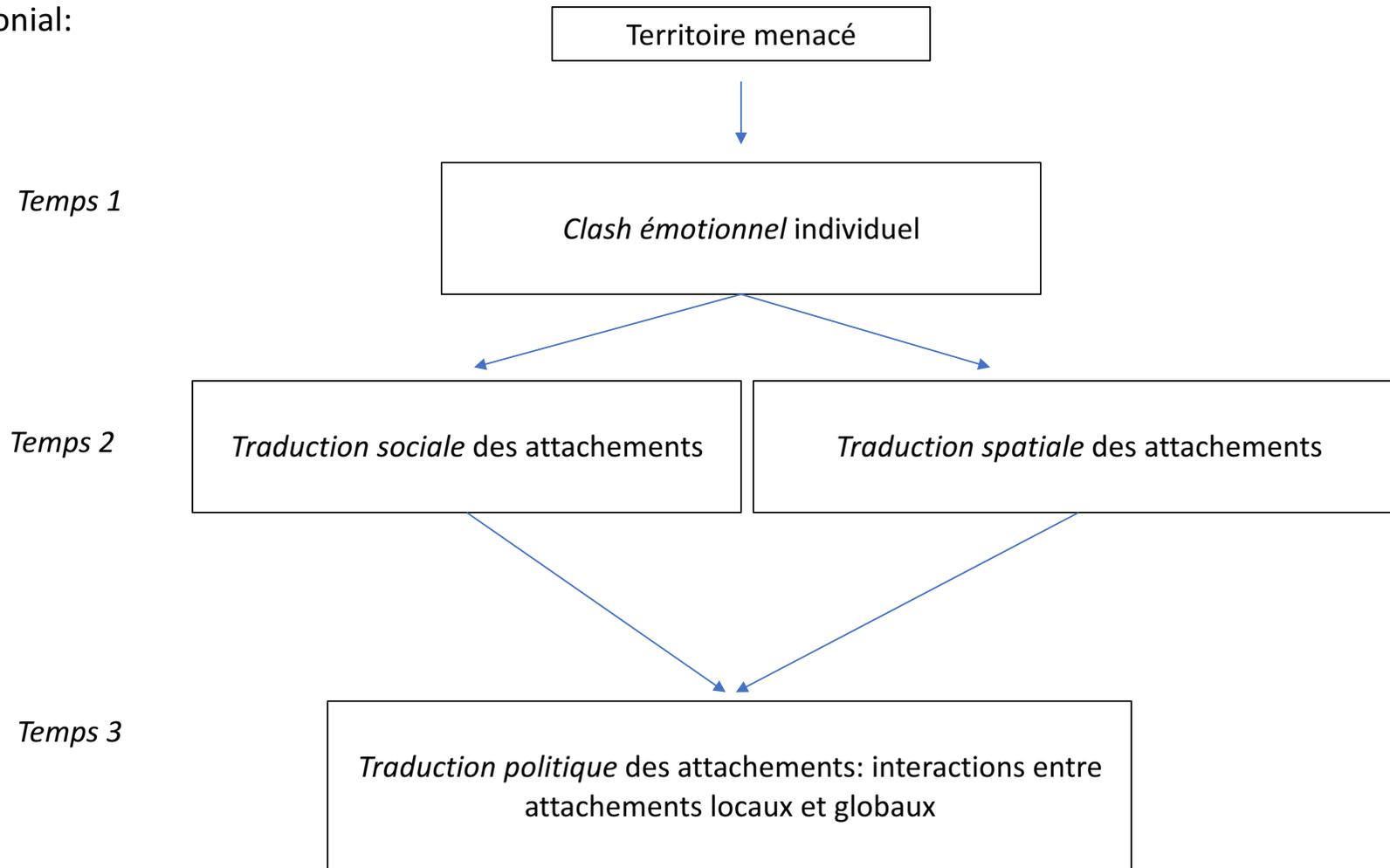
→ Émotions évacuées

→ idéologies évacuées

empreint de rapports sociaux et d'affects communs, le territoire est support, instrument et objet de conflits.

Proposition: Assumer la dimension politique et affective des conflits territoriaux : le capital patrimonial

Capital patrimonial:



Les failles de l'acceptabilité sociale (3):

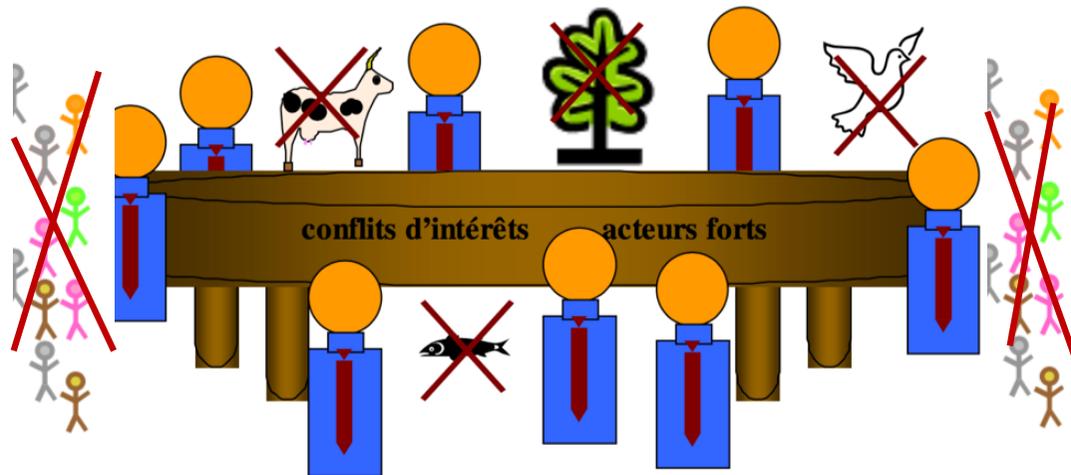
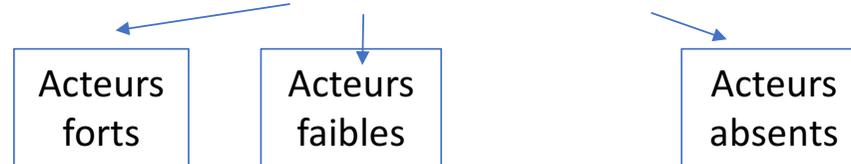
L'acceptabilité cherche l'unanimité / le consensus/ la majorité pour justifier le choix d'un projet

Ne tient pas compte des milieux, des acteurs marginalisés, des assemblages entre H et NH

→ inapte à gérer les biens communs environnementaux

Propositions: tenir compte des grands oubliés des dispositifs participatifs: les acteurs faibles et absents

→ Besoin d'une nouvelle gouvernance environnementale prenant en compte les besoins des humains et non humains



Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend (NDDL)

Léa Sébastien

Les failles de l'acceptabilité sociale (4):

- Approche sectorisée centrée sur 1 projet ne tenant pas compte de l'amont et l'aval des projets ni de la vision du monde associée au projet
- Ne questionne pas les besoins territoriaux
- Peu d'évaluation des dispositifs

... et si certains projets étaient inacceptables?

- ... inapte pour décider en situation risquée et incertaine
- Proposition: 'organiser des concertations hors projet et considérer les visions du monde/ de l'intérêt général

Crise de l'intérêt général:

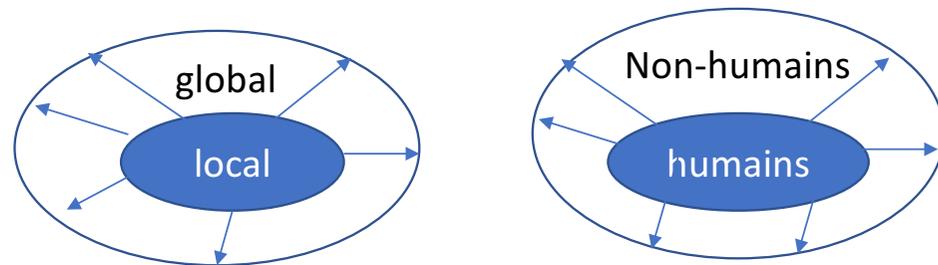
De plus en plus de conflits contre un projet et son monde:

infrastructure	Monde rejeté
aéroport	CO2, vitesse, mondialisation, tourisme de masse
Tgv	Vitesse, métropolisation, csp+, désenclavement, attractivité
décharge	Surconsommation, surproduction, générations futures, pollution nappe
Centre commercial	Surconsommation, surproduction, produits bas coûts, saturation, mondialisation, compétition territoriale
Infrastructure de loisir	Tourisme de masse, loisir polluants, consommation de la nature
Camp militaire	Guerre, violence
Gravières	Surexploitation des ressources, bétonisation du monde, etc

→ **Ce qui revient**

Artificialisation des sols, biodiversité, CO2, démesure, injustice

→ Une réflexion sur les besoins qui évolue dans le temps :



Conclusion

- Les désordres écologiques posent au niveau global comme local : *comment décider ensemble ?*
- Concepts manageriaux de gouvernance et d'acceptabilité se révèlent un échec, sur le plan environnemental comme social
- Multiplication des conflits territoriaux: crise de l'intérêt général
- *Résistance éclairée*: force transformatrice des mouvements au niveau social, cognitif, affectif et politique. Du front de refus à force de proposition
- Territoire= élément rassembleur constitutif du politique
- Conflits d'aménagement: scènes locales qui posent des questions globale sur nos démocraties
- Montrent l'inadéquation de nos institutions pour gérer les conflits notamment sur les enjeux environnementaux
- vitalité démocratique à saisir ;)

Merci ! 😊

Sébastien L. (2024) Conflits environnementaux: plus de gouvernance, moins de démocratie. *Hérodote*, vol. 194.

Sébastien, L. (2022) La force de l'attachement dans l'engagement : évolution et politisation des attachements aux lieux dans les conflits d'aménagement. *Géographie, économie, société*, Lavoisier, vol24(1), p. 69-102.

Sébastien L., Milanesi J., Pelenc J. (2019) Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires; Le concept de résistance éclairée appliqué à trois conflits d'aménagement (France, Belgique). *Vertigo*, dossier justice environnementale, vol 19, n°1.

Pelenc J., Wallenborn G., Milanesi J., Sébastien L., Vastenaekels J., Lajarthe F., Ballet J., Cervera-Marzal M., Carimentraund A., Merveille N., Frere B. (2019) Alternative and Resistance Movements: The Two Faces of Sustainability Transformations? *Ecological Economics*, vol 159, p. 373-378.

Sébastien L. (2018) Résistance aux grands projets et émergence d'un capital politique, le cas des déchets, *L'Espace Politique* [En ligne], 34 | 2018-1

Sébastien L. (2017) From NIMBY to enlightened resistance: a framework proposal to decrypt land-use disputes based on a landfill opposition case in France. *Local Environment*, vol. 22, issue 4, p.461-477.



28 | IDÉES

Léa Sébastien
« L'intérêt général ne se décrète plus en matière d'aménagements »



La géographe analyse les logiques de contestation des infrastructures du type mégabassine. Et déplore l'absence d'espaces où puissent être discutés les choix collectifs concernant les transitions à venir

Puis des dynamiques se mettent en place. Des habitants, souvent rétrogrades, des agriculteurs qui n'avaient jamais milité se documentent, s'informent sur les aspects réglementaires et techniques des projets, développent des compétences environnementales et juridiques. Le champ des thématiques et des échelles qui lient abords et larges. Des opposants à une vague d'opposition vont s'inscrire à la gestion des déchets, puis à la consommation et au transport. Des habitants vont réifier les problématiques de leur commune à celle de la communauté de communes, du département, du pays, voire de l'Union européenne. Cette articulation en complémentarité, que j'appelle « résistance éclairée », conduit les collectifs à proposer des solutions fondées sur une autre vision politique de l'avenir du territoire et à travailler sur l'articulation du débat démocratique.

ENTRETIEN

Léa Sébastien est géographe au CNRS et à l'université Toulouse II. Elle étudie les conflits d'aménagement.

Comment les manifestations contre les mégabassines s'inscrivent-elles dans ce mouvement ? L'opposition aux bassines est ambiguë.

Les outils de concertation démocratique sur l'impact environnemental des projets sont-ils commodes. Pourquoi ?

On constate aussi de nombreuses oppositions à l'implantation d'industries, est-ce vraiment dans